

Rencontre politique avec Carla Qualtrough

NOS DEMANDES SUR PHÉNIX EXPLIQUÉES À LA MINISTRE

Dans la foulée de l'annonce du gouvernement d'un nouvel investissement de plus de 400 millions \$ dans le système Phénix pour en régler les problèmes actuels tout en cherchant des solutions de rechange pour un autre système de traitement de la paye, UCCO-SACC-CSN a rencontré la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Carla Qualtrough. Nous voulions nous assurer que les enjeux spécifiques aux agents correctionnels seraient pris en considération.

Nous avons commencé par informer la ministre des particularités des problèmes de paye des membres d'UCCO-SACC-CSN et du fait que ces problèmes anxio-gènes s'ajoutent à un environnement de travail déjà stressant. La ministre a convenu que nous sommes effectivement différents et que c'est la raison pour laquelle le SCC a reçu sa propre unité de service de paye pour s'occuper exclusivement des problèmes auxquels sont confrontés les employé-es du SCC. Nous avons également souligné que le Québec comptait le plus grand nombre d'agentes et d'agents correctionnels ayant des problèmes de paye à travers le pays.

Voici un court résumé des échanges que nous avons eu avec la ministre:

- Nous avons affirmé, comme nous l'avons fait avant Phénix, qu'avant de passer complètement à un nouveau système de paye, le gouvernement doit gérer les deux systèmes en parallèle pour s'assurer que le nouveau système fonctionne correctement. La ministre nous a assuré que ce serait bien l'approche du gouvernement cette fois-ci, afin de ne pas répéter les erreurs du passé.
- Nous avons demandé que les employé-es du SCC travaillant sur nos dossiers de paye aient un accès complet à Phénix pour résoudre tous les problèmes de paye et que les dossiers des membres soient considérés comme une seule entité et non plusieurs cas lorsqu'il s'agit de problèmes de paye. La ministre et ses adjoints ont affirmé ne pas être au courant des limites d'accès actuelles et nous ont confirmé que l'accès serait facilité.
- Nous avons demandé que lorsque nos membres appellent pour régler un problème de paye, ils puissent parler directement avec quelqu'un qui est capable de faire des changements dans le système. Le sous-ministre nous a informés que nous pouvions le faire maintenant, en disant qu'ils avaient actuellement la capacité de répondre à 75 % des appels et qu'ils pourraient prendre 100 % des appels d'ici la fin avril. Ils nous ont encouragés à tester les lignes téléphoniques.
- Nous avons demandé qu'une personne-ressource nous soit attribuée pour les cas urgents. Ils nous fourniront un contact et nous ont répondu sur-le-champ sur deux cas graves de la région de Québec.
- Nous avons aussi demandé comment la rétroactivité de notre entente récemment ratifiée serait payée. Nous attendons un retour là-dessus. Nous avons également demandé que le ministère s'occupe de l'arriéré de cotisations syndicales et qu'il nous fournisse leurs chiffres sur la pénurie de fonds. La ministre a accepté de nous fournir ces chiffres.

Le ton de la réunion nous a semblé plutôt positif, mais nous demeurons prudemment optimistes étant donné le fiasco du système Phénix qui a entraîné beaucoup de stress pour bon nombre d'agentes et d'agents correctionnels à travers le Canada.

Après la rencontre, UCCO-SACC-CSN a tenu une conférence de presse au Parlement sur les enjeux soulevés auprès de la ministre Qualtrough.



MARCH 27, 2018

Political meeting with Carla Qualtrough **ONCE AGAIN, ASSERTING OUR POSITION ON PHOENIX**

On the heels of the government announcing their intentions to inject over \$400 million more into Phoenix while they seek alternatives for another pay system, the Union met with Public Services and Procurement Canada (PSPC) Minister Qualtrough to ensure our issues are being heard and addressed.

We started off by pointing out to the Minister our unique pay issues as well as the fact that pay issues just add to an already stressful work environment for our members. The Minister agreed that we are indeed different and responded by stating that this is why CSC has been given their own pay service unit to deal exclusively with pay issues faced by CSC employees. We also pointed out that Quebec had the highest number of correctional officers with pay issues across Canada.

We raised some of our exclusive issues & received the following responses;

- We reasserted, as we did before Phoenix and the old pay system, that before moving towards a new pay system the government needs to run both systems parallel to ensure the new system is operating correctly before abandoning the old system. The Minister assured us that would be indeed the government's approach next time, vowing to not make the same mistake twice.
- We asked that our CSC employees working on pay files have full access to Phoenix to resolve all pay issues and make our members "whole" for all pay issues. They agreed to broaden access and were not aware that there was still limited access.
- We asked that when our members call to have a pay issue dealt with, that they can talk with someone directly who is able to make changes to fix the pay issue(s). The associate deputy Minister informed us that we could do this now, citing they were up to 75% capacity in their ability to answer calls and would be up to 100% capacity to answer calls & resolve pay issues by the end of April. They encouraged us to test the phone lines.
- We asked for a contact for the most severe urgent cases to be addressed. They will provide us a contact for this and responded to us on two severe cases we presented from the Quebec region.
- We also asked about how the retroactivity of our recently ratified agreement will be paid out. They will come back on the issues we raised. In addition to this, we requested they move on the backlog of union dues and provide us with their figures on the remittance shortage. They agreed to provide us some figures.

We felt the tone of the meeting was positive but nonetheless we remain cautiously optimistic given the fiasco of the Phoenix system which has caused tremendous grief and stress for many of our members.

Following the meeting the Union held a press conference in Parliament on the issues we raised.

